



**Profession de foi Élection partielle
Conseil d'Administration de l'ENS Lyon, collège des EC (rang B)**

Delphine GALIANA
candidate CGT FSU SUD

Du 12 au 15 juin 2023 (par voie électronique), aura lieu l'élection partielle au Conseil d'Administration de l'ENS de Lyon. Ce scrutin décidera de la représentation des syndicats CGT-FSU-Sud dans ce conseil.

Quel contexte ?

- Démocratie locale régulièrement maltraitée
- Fonctionnement imposant des décisions autoritaires
- Gestion de la recherche inspirée du management libéral
- Moyens non pérennes, courses aux financements et mise en concurrence
- Précarité généralisée
- Surcharge de travail
- Budget global déficitaire par désengagement chronique de l'état

La candidate portée par la liste intersyndicale CGT-FSU-SUD de l'Ens de Lyon s'engage à défendre tous les travailleurs et travailleuses de l'Ens de Lyon, contre ces pratiques et dans le respect des instances et des principes de la vie démocratique, de la pleine indépendance des enseignant.es et/ou chercheur.es, et du principe de collégialité. Nous revendiquons le rôle de la communauté universitaire comme base de la politique de l'École. Nous défendons le service public national d'enseignement supérieur et de la recherche.

Enseignant.es chercheur.euses,
chercheur. euses, enseignant.es, doctorant.
es, vous avez votre mot à dire, votez pour :

Delphine GALIANA
*Maîtresse de conférences
au département de Biologie.*

Ses engagements portent sur :

- La lutte contre l'austérité salariale, la dégradation des conditions de travail et les modes de gestions actuels qui menacent la santé de toutes. Nous combattons ces pratiques, quelle que soit la nouvelle Présidence
- La défense prioritaire de tous les personnels face aux tutelles et à leur entreprise de destruction du service public de l'ESR. La politique des emplois doit permettre une évolution professionnelle réelle pour toutes, dans la transparence. Des moyens doivent être fournis aux enseignant.es chercheur.es comme aux BIATSS, des formations à hauteur des enjeux, des besoins et des souhaits.
- Le respect du droit du travail pour toutes et tous ; notamment pour les doctorant.es qui sont souvent maltraité.es et oublié.es
- La mise en œuvre effective de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. La lutte contre toutes les formes de discrimination liées au genre, les inégalités salariales, de primes et de carrières. Nous lutterons contre les « primes dérogatoires » attribuées sans transparence à une douzaine de privilégié.es.
- L'arrêt de la politique des contrats précaires, avec la création de postes statutaires, la CDisation des contractuels, en attendant leur titularisation, la revalorisation des vacataires et des contrats doctoraux, des droits respectés pour tous les travailleur.euses
- Des financements pérennes de l'Etat à la hauteur de nos missions de service public